Sociologie, droit, théologie dans l'entre-deux-guerres : Georges Renard et Thomas Delos, disciples de Maurice Hauriou

Sociology, law and theology during inter-war years : Georges Renard and Thomas Delos, disciples of the legal theorist Maurice Hauriou

Sociología, derecho, teología en el entreguerras: Georges Renard y Thomas Delos, discípulos de Maurice Hauriou

Tangi Cavalin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/29632>

DOI : 10.4000/assr.29632

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 147-166

ISBN : 978-2-7132-2694-6

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Tangi Cavalin, « Sociologie, droit, théologie dans l'entre-deux-guerres : Georges Renard et Thomas Delos, disciples de Maurice Hauriou », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 179 | Juillet-septembre 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/29632> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.29632>

Tangi Cavalin

Sociologie, droit, théologie dans l'entre-deux-guerres : Georges Renard et Thomas Delos, disciples de Maurice Hauriou

L'irruption de la sociologie dans le champ intellectuel, à la fin du XIX^e siècle, en particulier dans sa version durkheimienne (Mucchielli, 1998), contraint les acteurs du champ juridique à relever le défi que représentent pour eux ces nouveaux savoirs du social (Karsenti, 2015 : 23-33). Cette confrontation entre la sociologie et une discipline instituée comme le droit (des constats similaires pourraient être établis pour la philosophie ou la psychologie) a un effet dans le champ religieux : elle bouleverse simultanément, hors de l'université d'État, le travail d'élaboration de la pensée catholique dans son effort pour conserver une pertinence sociale. Certes, au lendemain de la Première Guerre mondiale, période ici privilégiée, les termes de la polémique ne sont pas nouveaux : l'opposition de la pensée catholique à la sociologie durkheimienne a été immédiate, dès les années 1890, même si elle s'est surtout cristallisée autour de la publication des *Formes élémentaires de la vie religieuse* en 1912 et des arguments développés en réponse par le philosophe ecclésiastique d'obédience thomiste Simon Deploige, professeur à l'Université de Louvain. De ce point de vue, la cause est entendue : le catholicisme n'a fourni à la sociologie durkheimienne, à quelques nuances près, que des contradicteurs (Serry, 2004 ; Cuchet, 2012). Et pourtant, cette polémique d'avant-guerre, partie prenante d'une certaine façon de la crise moderniste qui voit se heurter les cadres de la pensée catholique à la culture moderne et à sa prétention à la scientificité, n'a pas épuisé la rencontre entre la sociologie et la théologie, l'une comme l'autre s'affrontant sur la question de la morale collective, terrain où elles ne peuvent que rencontrer la discipline juridique. Dans l'entre-deux-guerres, et plus particulièrement dans les années 1920, la manière dont certains théoriciens catholiques du droit dialoguent avec la sociologie en fonction de préoccupations qui leur sont propres mérite l'attention. Là, en effet, se rejoue le conflit entre sociologie et théologie. Au point de contact entre réalités sociales et détermination des valeurs collectives, le droit fait figure pour les juristes catholiques les plus conservateurs de frein (Fillon, 2001 : 199-218 ; Bernaudeau, 2011 : 113-131) ou au contraire, pour ceux qui entendent réconcilier l'Église

catholique et le progrès social, de levier, afin de conserver aux convictions chrétiennes leur influence sociale dans la République.

C'est par l'étude de deux figures de dominicains aux parcours contrastés, l'un, Georges Renard, entrant dans l'Ordre des frères prêcheurs après avoir enseigné le droit en faculté d'État, l'autre, Thomas Delos, devenu dominicain avant de s'engager dans un doctorat de droit qui lui donne accès à un poste d'enseignant à l'Institut catholique de Lille, qu'un éclairage est ici proposé. L'examen de l'audience faite à leur pensée, parmi les juristes comme dans l'Ordre des dominicains, a comme ambition de cerner les contours d'un espace public de débats, dont la réalité historique ne saurait être contestée malgré l'oubli dans lequel il est tombé, au croisement de la sociologie, du droit et de la théologie dans la France de l'entre-deux-guerres.

Sociologie et droit chez les disciples thomistes d'Hauriou : Georges Renard et Thomas Delos

La sociologie et le droit : une confrontation née avant la Première Guerre mondiale

Tout au long du XIX^e siècle, le champ du droit est le théâtre d'un débat qui précède l'apparition de la sociologie. L'émergence de cette discipline et son institutionnalisation dans l'université française contribuent à le relancer. La culture juridique issue de la philosophie des Lumières et cristallisée dans le Code civil napoléonien est l'objet de contestations, d'abord isolées puis de plus en plus partagées par les théoriciens du droit (Audren, Halperin, 2013) : un consensus se dégage parmi nombre de juristes quant à la dénonciation d'un droit naturel trop abstrait et devenu impropre à réguler les cadres de sociétés industrielles en constantes transformations. Gaston Morin, professeur à Montpellier, est l'un de ceux qui formulent le mieux ce rejet de l'individualisme juridique issu du Code civil, à défaut d'être l'inventeur de la thématique, dans son ouvrage, paru en 1920 sous un titre dénué d'ambiguïté : *La révolte des faits contre le Code*. Ces remises en cause s'accusent au tournant du XX^e siècle (Jamin, 2003 : 380-384 ; Hakim, Melleray, 2009 ; Jouanjan, Zoller, 2015) et, derrière un vocabulaire qui diffère selon les auteurs, une tendance commune se dessine en faveur d'une plus ample prise en considération des institutions comme sujet de droit à rebours des théories contractualistes qui ne connaissent que l'individu isolé face à l'État. C'est désormais l'individu considéré dans sa dimension sociale qui apparaît comme la pierre angulaire des réflexions des théoriciens du droit, et la théorie de l'Institution que formalise Maurice Hauriou à partir de la fin des années 1890 peut être lue comme une « justification des corps intermédiaires » en réaction à l'héritage de 1789 (Bouveresse, 2008 : 77-95). La question des fondements du droit est inséparable de cette ambition refondatrice : la prise en considération des faits sociaux contraint en effet à repenser les sources du droit pour éviter qu'il ne soit que la simple traduction de ces réalités. Où inscrire la source du droit ? Est-elle seulement unique ou plurielle ? Comment

articuler droit subjectif et droit objectif dans un État républicain qui ne cesse d'étendre son emprise administrative ? La métaphysique peut-elle encore faire valoir quelques prétentions ou doit-elle céder le pas aux conceptions réalistes telles qu'elles sont appréhendées à un moment donné ?

Parmi les grands noms de la science juridique française qui s'efforcent alors de mettre en œuvre une rénovation doctrinale, les catholiques qui s'affirment comme tels dans l'espace public occupent une place non négligeable (Audren, 2008 : 233-272). Si Raymond Saleilles, Joseph Charmont, Maurice Hauriou, François Gény, René Demogue, Robert Beudant ou Louis Le Fur, pour n'en citer que quelques-uns, ne se reconnaissent en rien dans une commune « école juridique catholique¹ », ils partagent un même malaise à l'égard des évolutions d'une République qui, tout en leur offrant postes et situations dans les facultés de droit, œuvre activement à la sécularisation de la société et à la marginalisation de la morale chrétienne.

Conçu comme une interrogation sur les valeurs communes, ce désarroi collectif n'est pas spécifique aux catholiques tant les questions de morale sont alors au cœur des préoccupations des intellectuels comme des politiques français (Stora-Lamarre, 2005 ; Charlot, 2014). De quelle morale doter la République qui ne peut être réduite à ses institutions politiques ? La morale chrétienne peut-elle conserver des droits dans la France laïque ? Peut-elle s'intégrer dans le droit positif ? Parmi les élites françaises qui ont la charge de réfléchir aux normes en vigueur et à leur respect, rares sont ceux qui peuvent prétendre se désintéresser de telles interrogations. Les théoriciens du droit moins encore que les autres.

On peut en voir le reflet dans les polémiques qui opposent les deux grands juristes que sont alors l'agnostique Léon Duguit et le catholique Maurice Hauriou : que peut et que doit le droit dans le nouveau régime de scientificité instauré par la naissance de la sociologie ? Les rivalités entre les deux hommes sont célèbres au point de masquer de réelles convergences et un intérêt similaire, quoique variable, pour la sociologie naissante (Blanquer, Millet, 2015). Pour notre propos, retenons que dès son article « Le droit constitutionnel et la sociologie », publié le 15 novembre 1889 dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, Léon Duguit s'oppose à une école dite « métaphysique » appliquant à l'étude des phénomènes sociaux et du droit en particulier une méthode purement déductive qui permet de justifier aussi bien le principe du droit divin que, dans les termes de Rousseau, le contrat social. Par analogie avec les sciences physiques et biologiques, à l'École de Spencer, Duguit prône une méthode inductive faite

1. Ils n'ont pas les mêmes convictions religieuses, et même lorsqu'ils se sentent proches sur ce terrain, ils n'en déduisent ni les mêmes conceptions juridiques ni même une manière analogue d'être catholique et juriste. Quoi de commun entre Saleilles, républicain et catholique libéral, Le Fur, réactionnaire et tenant du droit naturel thomiste, ou encore Carré de Malberg, catholique convaincu mais partisan d'une stricte indépendance du droit à l'égard de la morale comme du droit naturel ? (Voir la préface d'Audren et Millet à Hauriou, 2008 ; Audren, 2013 ; Alonso *et al.*, 2015).

d'observation des faits et de rapprochement entre eux de manière à déterminer des lois sociales que la sociologie se donne pour mission d'étudier.

Maurice Hauriou, quant à lui, s'efforce en 1894 de faire entrer la sociologie d'inspiration catholique dans les Facultés de droit, après en avoir d'abord critiqué l'idée, en formulant une théorie institutionnelle apte à fonder juridiquement, entre l'individu et l'État, la réalité des corps intermédiaires. Mal reçue du fait même de son inspiration théologique, cette théorie vaut un temps à Hauriou une certaine marginalisation dans le champ des juristes (Hauriou, 2008). C'est après la Première Guerre mondiale que se manifeste un second âge de sa théorie de l'Institution érigée au rang de référence intellectuelle dans la nébuleuse formée par les démocrates-chrétiens et par certains catholiques sociaux. Les *Cahiers de la Nouvelle Journée*, en particulier, offrent à la théorie de l'Institution une caisse de résonance, tout en maintenant à distance ce qu'elle contenait de proprement réactionnaire lors de son émergence à la fin du XIX^e siècle : en 1925, dans un contexte de renforcement de l'opposition démocrate-chrétienne aux thèses de l'Action française (Prévotat, 2001 : 210), paraît le quatrième cahier qui, sous le titre « la Cité moderne et les transformations du droit », se veut une promotion des idées d'Hauriou qui y présente lui-même sa théorie de l'Institution dans son article sans doute le plus lu, relayé par ses disciples sillonnistes Louis Rolland (« La démocratie et la décentralisation en France ») et Georges Renard (« Souveraineté et Parlementarisme »). Paul Archambault, dans son avant-propos, dit l'ambition de l'ensemble : la théorie de l'Institution entre « individualisme subjectif » et « sociologisme » représente la promesse d'une troisième voie. Autre indice de cette connivence entre les théories haurioutistes et les catholiques républicains des *Cahiers* : après la mort d'Hauriou le 11 mars 1929, Archambault prélève plusieurs de ses essais qu'il publie sous le titre *Aux sources du droit. Le pouvoir, l'ordre et la liberté*². Jusqu'au début des années 1930, l'Institution haurioutiste, dans la version de son fondateur comme dans celle de ses disciples Renard et Delos, occupe une place éminente dans la nébuleuse démocrate-chrétienne française alors en plein renouveau (Delbreil, 1990 : 118-120).

Deux juristes catholiques disciples d'Hauriou : Renard et Delos

Deux religieux dominicains font partie de ce milieu composite. Ils ont en commun, outre leur appartenance au même ordre, de se considérer comme les disciples de Maurice Hauriou (Broderick, 1970). Le plus âgé, Renard³, bien que né quinze ans avant son cadet, entre chez les dominicains vingt ans

2. Maurice Hauriou, « Aux sources du droit. Le pouvoir, l'ordre et la liberté », *Cahiers de la Nouvelle Journée*, 23, 1933. Dans sa préface, Paul Archambault ancre sa théorie de l'Institution dans la perspective personnaliste « à la fois démocratique et chrétienne » (p. 7).

3. La notice de Georges Renard, publiée sur le site du *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs*, présente une bibliographie de ses œuvres et un état des travaux l'ayant pris pour objet (Cavalin, 2016).

après lui. Né en 1876 à Nancy, fils d'un avocat, lui-même avocat après avoir échoué par deux fois à l'agrégation de droit (1900-1902), il devient au début du ^{xx}^e siècle, à la suite d'Henri Teitgen, l'un des principaux animateurs du Sillon lorrain. Son soutien à Marc Sangnier lors de ses campagnes électorales à Paris lui donne accès au cercle dirigeant du mouvement. Il en devient également l'un des théoriciens en publiant ses *Conférences sur la démocratie* (1906, réédition augmentée 1910), ouvrage dans lequel il s'efforce de définir les contours de « l'esprit démocratique (1910) » (Barthélémy-Madaule, 1973 : 161-163). Lors de la condamnation du Sillon en août 1910, il se soumet sans hésitation et participe à la fondation de la Jeune République en 1912 comme membre du bureau national provisoire aux côtés de Marc Sangnier. Après la guerre, au cours de laquelle il est mobilisé comme infirmier, il est reçu à l'agrégation de droit public et nommé aussitôt dans sa ville de Nancy (1920). Il ne renie pas pour autant ses engagements politiques et, tant par ses multiples activités de conférencier que par sa participation au conseil municipal, reste un militant. Mais c'est désormais surtout la figure du professeur de droit qui s'impose par son enseignement et par les ouvrages qui en sont issus.

Dès ses premières années comme professeur à Nancy, Renard met ses pas dans ceux de Maurice Hauriou, doyen de la Faculté de droit de Toulouse, côtoyé lors de son année de préparation de l'agrégation en 1919-1920, avant de le retrouver comme président du jury de concours. S'affirme alors chez Renard la volonté de faire de Nancy le principal relais de la pensée d'Hauriou, de créer, après l'École de droit de Toulouse, une « École de Nancy » dont il pense voir l'avènement au tournant des années 1930 avec des étudiants comme Pierre-Henri Teitgen ou Paul Reuter ainsi que des collègues comme François de Menthon qui, nommé en 1930 comme professeur, rentre immédiatement dans le cercle de Renard. Ses talents d'orateur suscitent des vocations parmi ses étudiants : la thèse menée sous sa direction par Suzanne Michel sur *La notion thomiste de Bien commun* est publiée, après avoir été relue par certains théologiens dominicains du Saulchoir, chez Vrin en 1931. La fondation de la revue *Droit social* à Nancy, en 1938, sera pour Georges Renard comme la consécration, par ses disciples, de ses efforts de la décennie précédente⁴.

L'essor de ce foyer intellectuel nancéien est subitement entravé lorsque la femme de Renard est victime d'un accident mortel en décembre 1930. Sans enfant, le professeur de droit se met en retraite anticipée de l'université et entre chez les dominicains de la Province de France en 1932. Le choix de cet ordre religieux ne doit pas grand-chose au hasard : Renard entretient de longue date des relations avec les dominicains, soit au couvent de Nancy

4. En 1939, dans son dernier livre, *La philosophie de l'Institution*, Renard écrit ainsi : « Si le premier volume de *La théorie de l'Institution* était à refaire [...], il faudrait donc y incorporer les réalisations sociales dont une jeune et captivante revue, issue de l'initiative de nos collègues de Nancy, nous fournirait la documentation, comme la collection des arrêts du Conseil d'État fournit au doyen de Toulouse la matière de son élaboration scientifique du droit administratif » (Renard, 1939 : 5-6).

où il assiste quotidiennement à la messe, soit par l'entremise de sa femme, Marguerite née Gény, sœur du juriste François Gény⁵, dont le grand-père avait côtoyé Lacordaire, ce qui avait marqué le point de départ d'un culte familial lacordairien. Le ralliement à la pensée de Thomas d'Aquin exerce également un attrait déterminant sur le juriste nancéien qui, dès 1926, adhère à la Société thomiste fondée deux ans plus tôt au couvent du Saulchoir de Kain en Belgique, société à laquelle il participe activement. Au tournant des années 1930, Georges Renard devient un familier du *studium* du Saulchoir⁶. C'est dans ce même lieu, qu'au terme de ses études théologiques, il est ordonné prêtre en juillet 1936, à l'âge de soixante ans.

Le parcours de Delos est moins exceptionnel que celui de Renard : sa formation dominicaine précède son enseignement comme juriste (Rémond *et al.*, 2000 ; Monnet, 2016⁷). Né le 7 août 1891 à Ham-en-Artois (Pas-de-Calais), il achève ses études à Lille puis à Paris en décrochant une licence de droit avant d'opter pour l'Ordre des frères prêcheurs : en 1912, il frappe à la porte du couvent d'études de la Province de France, à Kain. Sa formation est interrompue par la guerre. Expérience dramatique et fondatrice, il y perd ses deux frères et, lui-même prisonnier en août 1914, est soumis au régime de la captivité en Prusse orientale jusqu'à la fin du conflit. Démobilisé en juillet 1919, il est ordonné prêtre en 1922, lecteur en théologie en 1924 et reprend ses études de droit jusqu'à l'obtention en 1929 d'un doctorat sur les *Principes de droit international public* salué dans le milieu des juristes. Dès 1924, Delos est chargé de cours à la Faculté catholique de Lille, en droit et sociologie puis, en 1929, y devient professeur de droit international jusqu'à la guerre. Conférencier quasiment attitré des Semaines sociales (il y intervient à quinze reprises), il est alors, avec le jésuite Yves de la Bruyère, l'un des meilleurs spécialistes des questions juridiques internationales au sein du catholicisme français.

En dépit de leur commune appartenance à l'Ordre des frères prêcheurs, qui plus est dans la même province, ce n'est pas d'abord leur vocation religieuse qui rapproche Renard et Delos, mais le droit, le point de convergence entre eux s'opérant autour de la théorie de l'Institution : « L'Institution... c'est le cœur de la sociologie du grand jurisconsulte [Maurice Hauriou]. Il fut mon maître ; il est aussi le maître du jeune et très distingué religieux [Thomas Delos] », écrit Renard dans l'article de présentation de sa thèse pour *La Vie intellectuelle*⁸, thèse qu'il résume d'une formule lapidaire : « Saint Thomas d'Aquin, François de Vitoria, Maurice Hauriou : voilà la chaîne ».

5. La récente publication des lettres de François Gény à Raymond Saleilles offre quelques aperçus des relations du premier avec Georges Renard, au cours d'une période où celui-ci est avocat et pas encore professeur de droit (Gény, Saleilles, 2015).

6. Comme en témoigne la conférence qu'il donne aux étudiants du collège théologique, reprise dans la *Revue des sciences philosophiques et théologiques* (Renard, 1929 : 601-617).

7. La bibliothèque du Saulchoir détient un recueil des textes de Delos. Ce fonds a fait l'objet d'une présentation détaillée (Théry *et al.*, 1983 : 434-442).

8. 10 novembre 1929, p. 395.

Chez les deux juristes, ce ralliement aux thèses du doyen Hauriou, va de pair avec un retour critique sur la sociologie dont il importe de déterminer la fonction dans l'ordre des savoirs : elle doit être englobée et non englobante. Diffus chez Renard, bien qu'essentiel à sa théorie de l'Institution⁹, ce retour critique prend une place plus nettement spécifiée chez Delos à travers plusieurs contributions du tournant des années 1930 : à partir de 1928 en particulier, lorsqu'il critique son introduction dans les programmes des Écoles normales à la suite d'un arrêté du 18 août 1920, Delos n'a de cesse d'appeler au redressement de la sociologie menacée par l'opération de captation entreprise par l'école durkheimienne, celle des collaborateurs de *L'Année sociologique*. Dans un article de *La Vie intellectuelle* du 10 mai 1930, Delos cherche la solution du côté de la définition de l'objet de la sociologie qui doit strictement séparer, et non confondre comme chez Durkheim, le fait et son interprétation morale. Reprenant les termes d'un débat entamé avant-guerre entre le thomiste de Louvain Deploige et Durkheim, il attaque l'École sociologique française non sur son scientisme mais sur sa prétention à déduire de l'observation des faits une morale sociale, immanente en quelque sorte à la société étudiée. Le véritable objet de la sociologie, selon Delos, si elle veut échapper à l'étude des rapports interindividuels, c'est-à-dire au psychologisme, c'est l'étude du fait social que constitue l'aboutissement de toute société¹⁰. Autrement dit, le fait social est transcendant et non immanent aux relations interindividuelles. Ainsi repris dans l'analyse du juriste, ce point de rencontre avec la sociologie amène à faire de la notion thomiste du Bien commun la finalité véritable de toute société y compris dans le domaine des relations internationales. Pour le dire autrement, il s'agit d'acclimater dans le champ du droit le Bien commun tel que Thomas d'Aquin et la tradition thomiste l'ont défini.

Un lieu de rencontre : *Les Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*

La sociologie juridique comme discipline d'évaluation des théories du droit

Les Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique, volumineux périodique à parution irrégulière créé en 1931, constituent jusqu'à la guerre un carrefour pour les juristes des pays industrialisés qui se distinguent de leurs confrères par leur volonté de mettre en dialogue le droit, la sociologie

9. « La théorie de l'Institution répond au problème fondamental de la sociologie qui est de savoir comment s'ajustent "l'individuel" et le "social" » (Renard, 1933 : p. 115).

10. « Il ne fallait pas demander à une science *du fait* de nous enseigner *le devoir-être*, il ne fallait pas tenter de fonder la morale et ses règles normatives sur une science d'observation », écrit Delos dans un article que publie *La Vie intellectuelle*, le 10 mai 1931, sous le titre « Pour le redressement de la sociologie contemporaine. L'objet de la sociologie ».

et la philosophie¹¹. Le liminaire du premier numéro précise que la revue se veut « une tribune largement ouverte aux discussions d'idées » réunissant des « collaborateurs d'opinions philosophiques et juridiques très différentes. [...] Le but poursuivi est avant tout de combler une lacune depuis longtemps constatée entre les recherches purement juridiques et les recherches purement philosophiques » en définissant un espace de convergences – car telle est bien la finalité de cet organe de réflexion – sinon sur des contenus au moins sur un langage et des méthodes communs : « Aujourd'hui nous constatons que la sociologie devient de plus en plus spiritualiste et que la science du droit tend à se pénétrer de cette sociologie¹² ». S'il y a bien alors, entre philosophie, sociologie et droit, une recherche de points de contact, voire de fécondation réciproque, dont témoigne dans les mêmes années, quoiqu'un peu différemment, le dialogue renouvelé de certains juristes et de sociologues au sein de l'Institut français de sociologie issu de *l'Année sociologique* (Bouglé, 1935 : 96), cette rencontre ne va pas de soi, tant les motifs de discorde abondent. Aussi faut-il voir dans les *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, autant – voire davantage – qu'un espace de rencontre entre représentants d'écoles de pensée diverses, une manifestation défensive de philosophes et de praticiens du droit qui entendent, face aux prétentions normatives de la sociologie durkheimienne et de ses juristes comme Paul Fauconnet, Georges Davy ou encore Emmanuel Lévy (Karsenti, 2006 : 69-143), garder la main sur la question de la définition des valeurs.

Aux destinées des *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique* préside un étrange attelage constitué de Louis Le Fur et de Georges Gurvitch. Professeur à la Faculté de droit de Paris depuis 1926, le directeur, Le Fur, est un catholique réactionnaire dont les convictions néothomistes se manifestent assez habilement pour que sa carrière n'ait pas à en souffrir (Milet, 2007 : 485-486). À l'opposé de ses conceptions religieuses et politiques, le juriste et philosophe d'origine russe Gurvitch, ancien professeur à l'Université de Prague, en est le secrétaire (Treves, 1968 : 54-64 ; Cramer, 1986 : 373-380 ; Antonov, 2016 : 503-512). Au comité de rédaction, aux côtés d'autres représentants éminents des facultés de droit françaises, siège Renard qui est alors un proche de Le Fur dont il partage une partie des convictions religieuses et juridiques, sans pour autant leur conférer la même traduction politique. Parmi les collaborateurs français de la revue, c'est encore l'éclectisme qui domine : le philosophe Maurice Blondel y voisine avec le sociologue Célestin Bouglé et le dominicain Delos. Une large ouverture à l'international, rendue possible par les réseaux du spécialiste du droit international qu'est Le Fur, spécifie également la revue (vingt et un collaborateurs étrangers dont certains prestigieux comme Harold Laski, Roscoe Pound, Hermann Kantorowicz, Jean

11. Différents aspects de la concurrence entre juristes et sociologues, du milieu du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, sont mis en lumière par Francine Soubiran-Paillet dans son analyse de la *Revue historique de droit français et étranger* (Soubiran-Paillet, 1997 : 160-163).

12. *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, 1-2, 1931, p. 7-8.

Dabin), ouverture qu'entérine en 1933 la fondation de l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie juridique toujours sous la présidence de Le Fur assisté au secrétariat de Gurvitch : c'est la Faculté de droit de Paris qui donne incontestablement le ton (Milet, 1996). Sept professeurs étrangers occupent la vice-présidence (dont Hans Kelsen de Genève, Arthur Goodhart d'Oxford et Giorgio del Vecchio de Rome). Cet institut, auquel adhèrent, en 1936, 150 membres (Renard et Delos le sont dès l'origine), organise à Paris des sessions de travail annuelles autour d'un thème. La Librairie du Recueil Sirey assure la publication des interventions : « Le problème des sources du droit positif » (1934) ; « Droit, morale et mœurs » (1935) ; « Le but du droit. Bien commun, justice, sécurité juridique » (1936). Outre l'approfondissement des débats autour des rapports entre la sociologie et le droit, l'Institut a comme but le rapprochement des points de vue juridiques afin de donner le jour à un « droit universel » (Le Fur, 1934 : 16). Entre sociologie juridique et philosophie du droit, la « science du droit » promue par l'Institut se veut une contribution directe aux débats sur le « désarmement moral » comme facteur de sécurité entre les nations européennes comme aux réflexions sur la réforme de l'État et la crise de la démocratie parlementaire.

Une querelle d'héritage : la théorie de l'Institution d'Hauriou

Dès le premier numéro des *Archives*, une grande partie des articles est consacrée à la théorie de l'Institution d'Hauriou et de son principal disciple Renard dont l'ouvrage sur *La théorie de l'Institution* est paru quelques mois auparavant. Celui-ci est alors au sommet de sa notoriété. Delos comme Gény placent les thèses de Renard au centre de leur conception du droit. Seul Gurvitch offre au lecteur des *Archives* une analyse de la pensée d'Hauriou opposée à celle, thomiste, de Renard. La publication, l'année suivante, de sa volumineuse étude sur *L'idée du droit social*, lui offre une occasion supplémentaire d'inscrire la réflexion d'Hauriou dans une filiation métaphysique qui emprunte à Platon, Proudhon et Bergson beaucoup plus qu'à Thomas d'Aquin (Gurvitch, 1932 : 649-650). Louis Le Fur, qui accepte pourtant de préfacer l'ouvrage, ne s'y trompe pas en regrettant la défiance à l'égard des scolastiques et de Thomas d'Aquin en particulier qui sous-tend sa thèse. Comme il le formule en termes plus voilés lors du discours d'ouverture de l'Institut international : « Ce qui est en jeu en réalité, sous le nom de droit naturel ou de morale sociale, ce n'est rien moins que l'affirmation d'une loi supérieure à l'homme, ou au contraire sa négation. Nous nous trouvons cette fois en présence d'une opposition entre volontarisme et objectivisme. Là est la pierre d'achoppement fondamentale entre juristes, moralistes et sociologues des diverses doctrines ou écoles » (Le Fur, 1934 : 18).

La marginalisation des juristes dominicains par Georges Gurvitch et les sociologues durkheimiens

Bien placés initialement dans cet espace d'échanges intellectuels, Renard et Delos en sont progressivement marginalisés. Delos, présent lors de la fondation de l'Institut international au secrétariat provisoire aux côtés de Gurvitch, en disparaît dès l'année suivante tandis que Renard, absent pour cause de noviciat dominicain, bien que vivement sollicité par Le Fur, n'y jouera jamais un rôle significatif. Gurvitch, pour sa part, devient sous-directeur de la revue en 1936. Quant à la participation de Renard aux *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, elle évolue selon la même pente : s'il ne participe pas au premier numéro de 1931, ses travaux sont au centre des contributions de François Gény et de Delos ; mais il y publie peu les années suivantes, si l'on excepte un texte, en 1935, visant l'idée du droit social selon Gurvitch et qui annonce les développements, quatre ans plus tard, de sa *Philosophie de l'Institution* (Renard, 1935 : 81-145). Mais c'est désormais dans les organes de réflexion des frères dominicains de sa province qu'il fait connaître ses analyses sur le sujet (Renard, 1934 : 40-81). Aux *Archives*, l'influence des deux juristes dominicains s'affaiblit, d'autant qu'elle est l'objet d'un travail de sape de la part de Gurvitch qui discute pied à pied leurs tentatives pour inscrire la pensée d'Hauriou du côté de la pensée thomiste. Les échanges qui suivent la présentation du rapport de Delos¹³, lors de la seconde session de l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie juridique, en octobre 1935, sont caractéristiques. Cherchant à définir la fonction spécifique du droit et la place du sujet juridique dans l'ordre des savoirs, Delos insiste sur l'apport scientifique que représente la constitution de la sociologie pour préserver le fait de conscience, phénomène social par excellence, du biologisme : « Ainsi la sociologie, qui étudie objectivement les lois auxquelles obéissent les consciences collectives, nous met-elle en présence du véritable sujet, l'être pensant. » C'est en tenant la conscience dans un juste rapport – sociologique – entre l'objectivisme des sciences naturelles et le subjectivisme de la liberté humaine, que la règle du droit peut atteindre son objet propre selon Delos. Gurvitch, dans la discussion qui suit, déplore le flou dans lequel la démonstration du dominicain cantonne la sphère du politique, flou derrière lequel « se cache une tendance ayant pour but d'intégrer tous les foyers divers du droit positif en un seul, en particulier la tendance vers l'État corporatif ». Quant à Marcel Mauss, il « ne peut s'empêcher de voir dans toutes les tentatives de classification abstraite des réminiscences scolastiques », à rebours de la sociologie durkheimienne. Et c'est, sans surprise, sur la question du statut de la morale par rapport aux faits sociaux, que le professeur du Collège de France reprend le rapporteur,

13. « Les caractères essentiels de la règle de droit positif en comparaison avec les autres règles de la vie sociale et les lois de la réalité », *11^e Annuaire de l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie juridique*, Paris, Sirey, 1936, p. 198-221.

avant de lui accorder que Durkheim avait toujours affirmé que « c'est la conscience qui sépare le sociologique du biologique ». Le thomiste Delos, reconnaissant sa dette à l'égard de la sociologie comme méthode, écarte tout rapprochement qui, sous couvert d'une terminologie commune, effacerait ce qui le tient à distance de Durkheim : la priorité donnée à un sujet libre défini selon les termes de la métaphysique, opposé à un sociologisme qui fusionne, au point de la réduire et finalement de la dénaturer selon Delos, la morale dans le fait social¹⁴. L'échange avec Gurvitch et Mauss, au-delà du motif qui le suscite, illustre la manière dont les aspirations d'une jeune discipline comme la sociologie bouleversent la définition même de contenu scientifique dans l'ensemble des champs de savoir qui lui préexistent. Pour ce qui concerne les penseurs catholiques, bien au-delà des seuls dominicains¹⁵, depuis la fin du XIX^e siècle, c'est particulièrement le domaine de la morale qui est menacé.

À l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie juridique comme aux *Archives de philosophie du droit*, Gurvitch, par l'intermédiaire de comptes rendus de leurs ouvrages, ou d'articles en forme de plaidoyer pour un Hauriou décatholisé et proudhonien, ou encore par ses interventions orales lors des débats annuels de l'Institut, contre systématiquement les interprétations de Renard et Delos, largement évincés à la fin de la décennie de ces lieux qu'ils envisageaient lors de leur fondation comme dédiés à la médiation des thèses thomistes. Lorsque Gurvitch publie en 1940 ses *Éléments de sociologie juridique*, il n'accorde pas un mot aux analyses des deux dominicains. Son évolution personnelle, de la philosophie vers la sociologie (il succède à Maurice Halbwachs à la Faculté de Strasbourg en 1935) n'a pas peu contribué à renforcer son hostilité aux interprétations thomistes de Renard et Delos.

Au demeurant Gurvitch, dont la pensée suscite elle-même bien des réticences auprès des juristes, n'est pas seul en cause dans cette éviction de fait. Elle est aussi le fait des sociologues et juristes durkheimiens. Elle doit beaucoup enfin aux charges multiples d'enseignement ou de prédications qui incombent aux deux frères prêcheurs et les retient dans les lieux de sociabilité catholiques.

Une École de théologie juridique au Saulchoir ?

Les sciences humaines au Saulchoir

Bien que la vocation des frères prêcheurs mette depuis l'origine de l'Ordre au XIII^e siècle fortement l'accent sur les études, sa restauration par Lacordaire dans les années 1840 est surtout celle d'un corps de religieux voués à la prédication. Il faut attendre les années 1880 pour qu'une réelle prise de

14. Les citations renvoient respectivement aux pages 204, 219 et 220.

15. Les travaux de jésuites comme André Desqueyrat (Desqueyrat, 1934), qui discutent la théorie de l'Institution d'Hauriou comme les interprétations qu'en fournissent les thomistes Renard et Delos, mériteraient une étude.

conscience s'effectue quant à la nécessité de hisser le niveau de la formation philosophique et théologique à la hauteur des enjeux représentés par l'essor de l'enseignement supérieur d'État. Du reste, même à cette période, les Provinces de Toulouse et de Lyon, quelques personnalités exceptionnelles comme le père Joseph Lagrange mises à part, restent attachées à un modèle de vie religieuse centré sur la contemplation et la prédication. Réginald Beaudoin, régent des études de la Province de France de 1882 à 1892, est considéré dans la mémoire collective dominicaine comme le fondateur d'une formation intellectuelle ambitieuse que ses successeurs, à commencer par le premier d'entre eux, Ambroise Gardeil, auront ensuite à cœur de promouvoir (Belloy, 2008). Le chapitre général de Viterbe (Italie) en 1904 avalise cette exigence en préconisant d'envoyer les étudiants dominicains ayant fait preuve d'aptitudes particulières et destinés après le lectorat à enseigner dans les couvents d'étude accomplir un cycle complémentaire dans une université, religieuse ou non. La nouvelle organisation des études (*ratio studiorum*) de 1907, due à Ambroise Gardeil¹⁶, Pierre Mandonnet et Marie-Joseph Lagrange, va plus loin en mettant l'accent sur la nécessaire spécialisation des études supérieures. Elle prévoit quatre types d'orientation scientifique pour les sujets les plus brillants : philosophie, études bibliques et langues orientales, sciences historiques, droit canon et sciences juridiques et sociologiques. Les couvents d'étude sont encouragés à mettre en œuvre l'un ou l'autre de ces axes au moyen d'un institut spécialisé pensé sur le modèle de la jeune École biblique de Jérusalem, elle-même calquée sur le modèle de l'École pratique des hautes études fondée en 1868. Certes, cette *ratio studiorum* n'a qu'imparfaitement été mise en œuvre. Mais, au Saulchoir de Kain, couvent de formation en exil de la Province de France à partir de 1904, c'est en référence à ses prescriptions que le corps des lecteurs s'appuie pour fonder en 1921 un Institut historique d'études thomistes qui applique à la pensée de Thomas d'Aquin la méthode historico-critique mise en œuvre par Lagrange pour l'exégèse de la Bible. La formation de dominicains spécialisés en sociologie¹⁷ et la création d'un institut de sociologie sont également envisagées, au lendemain de la guerre, lors d'un congrès des lecteurs des provinces francophones réuni au Saulchoir en 1921. La déclaration d'intention à l'origine de la rencontre ne sera toutefois pas suivie d'effet.

16. Gardeil manifeste très tôt dans l'Ordre son goût pour le mouvement des idées de son temps. Il plaide sans relâche pour une formation intellectuelle dominicaine plus exigeante et mieux informée des tendances intellectuelles contemporaines. Lui-même, dès que cela lui est possible, suit les cours libres de philosophie des universités ou du Collège de France. Frère d'un professeur de droit de Nancy, il recense dans la *Revue thomiste* des juristes comme François Génys et correspond avec lui comme avec Raymond Saleilles, professeur à la Faculté de droit de Paris (Archives dominicaines de la Province de France (ADPF), fonds Duval, dossiers modernisme).

17. Il convient d'évoquer, pour la période qui précède la Première Guerre mondiale, la figure du père Salvador Schwalm, ami d'Ambroise Gardeil et pilier du couvent d'études de la Province de France. Proche de l'école leplaysienne qu'il cherche à acclimater au système thomiste, il publie plusieurs séries d'articles dans *La Science sociale* et rend compte de ses travaux dans la *Revue thomiste* (Serry, 2004 ; Gardeil, 1909).

Du reste, l'option pour une spécialisation des études prise à Viterbe en 1904 par le chapitre général ne produit pas les mêmes effets dans les trois provinces françaises. Les traditions de chaque province à l'égard des études connaissent d'autant moins une solution de continuité de part et d'autre du conflit mondial que les efforts portent, après 1918, sur la reconstitution des effectifs par un retour d'une partie au moins des structures de formation sur le territoire français. En ce qui concerne la Province de Toulouse, l'examen de la collection de la *Revue thomiste* pour l'entre-deux-guerres confirme globalement les conclusions auxquelles Henry Donneaud était parvenu dans son étude sur la réception de l'encyclique *Rerum novarum* dans la Province de Toulouse après 1891 (Donneaud, Laffay, Montagnes, 2015 : 151-164). À quelques nuances près, la ligne directrice adoptée par la revue se maintient à un niveau strictement spéculatif et il n'est guère de place pour les questions ne relevant pas de la théologie et de la philosophie, en l'occurrence pour la « question sociale » qui appartient à un domaine subordonné. Même la « philosophie sociale » y est rare.

Dans la Province de France, au couvent d'études du Saulchoir de Kain, la *ratio studiorum* de 1907 apparaît au contraire fondatrice d'un dynamisme partagé par le corps des lecteurs. Cet élan ne tarde pas à s'incarner en la personne de son instigateur puis régent, Marie-Dominique Chenu, qui recueille le double héritage de son prédécesseur, Gardeil, et de Marie-Joseph Lagrange (Chenu, 1985). Cette inflexion se voit confirmée par la nouvelle *ratio* qui entre en vigueur au milieu des années 1930 à la suite de la constitution de Pie XI *Deus scientiarum dominus* : c'est dans ce cadre universitaire rénové que Renard enseigne les doctrines économiques et la philosophie sociale à partir de 1934-1935.

L'intérêt pour la sociologie et le droit est manifeste à la lecture des revues du Saulchoir (le *Bulletin thomiste* et la *Revue des sciences philosophiques et théologiques*) ou certaines des revues phares des éditions dominicaines du Cerf (*La Vie intellectuelle*, *Sept*). Le travail de recension effectué par les bulletins bibliographiques consiste à passer au crible du thomisme lu à l'aune de la méthode historico-critique de multiples ouvrages évoquant de près ou de loin la pensée de Thomas d'Aquin dans la perspective d'un travail collectif faisant du Saulchoir une école de pensée théologique ouverte sur son temps. Dès 1913, Martin-Stanislas Gillet dans le « Bulletin de philosophie morale » de la *Revue des sciences philosophiques et théologiques* puis Thomas Bésiade dans le « Bulletin de philosophie sociale » qui le suit mènent ainsi la charge contre la sociologie de Durkheim et de son école.

Plus qu'à partir de la théologie ou de la philosophie sociale, l'attention portée à la sociologie s'est opérée, de 1912 à 1928, à l'initiative du régent des études Antoine Lemonnyer, par l'intermédiaire d'un investissement en ethnologie, afin de contrer l'école durkheimienne dans son usage des travaux sur les peuples dits primitifs ; outre ses charges au Saulchoir, Lemonnyer est également l'un des initiateurs des Semaines d'ethnologie religieuse de Louvain et le traducteur de deux ouvrages de l'ethnologue et linguiste Wilhelm Schmidt

(1868-1954), ecclésiastique fondateur et directeur de l'*Anthropos*. Ce rôle de passeur, Lemonnyer l'exerce aussi par ses recensions dans les revues du *studium* de la Province de France : la critique des *Formes de la vie religieuse* va de pair avec un travail de consolidation, au moyen des thèses de Schmidt, d'une anthropologie religieuse à même de défendre le concordisme entre les textes bibliques et les apports de l'ethnologie. Le résultat le plus évident de cet investissement est le volumineux *Précis de sociologie* écrit en collaboration avec son confrère dominicain Jean Tonneau et publié en 1931. Creusant un sillon parallèle, le père Thomas Mainage (1878-1931), ancien étudiant de l'École biblique de Jérusalem et lecteur au Saulchoir, professeur d'histoire des religions et ethnographe à l'Institut catholique de Paris, hérite en 1930 des papiers de Joseph Bricout et, par la même occasion, de la direction chez Letouzey d'un ambitieux projet de *Dictionnaire de sociologie familiale, politique, économique, spirituelle, générale* dont il assure la publication de deux fascicules avant de décéder en novembre 1931¹⁸. Ces divers investissements restent cependant l'expression de recherches assez isolées au Saulchoir et, du fait de leur souci évident de contrer la sociologie durkheimienne sur le terrain de l'ethnologie, n'ont guère d'échos en dehors des milieux catholiques. Il leur manque pour y prétendre, même face à des durkheimiens sur la défensive dans l'entre-deux-guerres (Heilbron, 1985 : 203-237), une forte proposition scientifique portée par des institutions reconnues.

Les juristes du Saulchoir

Delos et Renard ne sont pas les premiers dominicains de la Province de France à s'investir dans des études de droit. Il convient de relever l'investissement de plusieurs religieux¹⁹ dans ces études à la suite d'une décision de leur hiérarchie qui les envoie se former ou compléter leur formation initiale. Avant Delos, Marie-Joseph Laversin (1891-1967), entré dans la Province de France en 1909 après deux années de droit, obtient le titre de lecteur en 1921 ; il reprend ensuite des études juridiques à Lille. Fort de cette qualification, il entame un enseignement de sociologie et de philosophie morale au *studium* du Saulchoir avant de mettre ses compétences juridiques au service de la direction spirituelle où il lui faut démêler les cas de conscience les plus difficiles. Dans son sillage, son cadet Jean Tonneau, entré au Saulchoir à dix-sept ans en 1920, ordonné prêtre en 1927, entame à la suite de son lectorat un cycle d'études à la Faculté de droit de Nancy (il suit l'enseignement de Renard dont il devient un intime) qui l'amène à soutenir en 1932 une thèse de doctorat (De Franceschi, 2016 : 113-128). Autre figure du Saulchoir de l'entre-deux-guerres, Augustin Robilliard (1903-1983), entré chez les dominicains en 1922, ordonné en 1929, est envoyé après son lectorat

18. ADPF V 4, dossier Thomas Mainage.

19. Les informations biographiques contenues dans ce paragraphe proviennent du dépouillement des archives de la Province de France, en particulier des séries III et V.

poursuivre ses études d'histoire des institutions et de droit canon à Louvain avant de devenir, dans son couvent d'études, professeur dans ces disciplines puis d'enseigner la théologie morale jusqu'à la guerre.

Formés aux techniques du droit et familiers des enjeux de la philosophie du droit, ces dominicains, par leur enseignement auprès de la jeune génération ainsi que par leurs nombreuses recensions dans les revues du Saulchoir, légitiment les problématiques des juristes qui prennent une place croissante au fil des années. Forment-ils pour autant une école de juristes thomistes ?

Des œuvres reconnues mais qui restent l'expression de personnalités

C'est plutôt l'impression inverse qui domine : c'est comme spécialistes de la théologie morale, certes informés des questions du droit et de la sociologie, mais avant tout en tant que thomistes qu'ils lisent les travaux des juristes. Dans la droite ligne de l'effort collectif impulsé au *studium* de la Province de France par son régent, les ouvrages des juristes sont évalués du point de vue de leur apport au thomisme replacé dans son contexte historique, épuré au moyen des outils de la philologie et de l'histoire. Dans ce cadre intellectuel, la pensée de Renard connaît certes un infléchissement dans un sens thomiste dont on aurait pu croire qu'il aurait facilité le ralliement de ses confrères à sa théorie de l'Institution. Sa *Philosophie de l'institution* (1939) se veut l'expression de cet infléchissement. Mais l'ouvrage, bien que salué à sa sortie, n'en déçoit pas moins : trop explicitement catholique pour être reconnu par les juristes qui le considèrent avant tout comme l'œuvre d'un religieux dominicain, il n'est pas non plus reçu au Saulchoir. Son compte rendu par Joseph Tonneau ne paraît dans le *Bulletin thomiste* qu'après la mort de Renard en 1943 : Tonneau y relève certes les apports du thomisme à la philosophie de l'Institution (en particulier le recours méthodologique à l'analogie), mais il ne se montre pas pour autant convaincu par la démonstration. Sous sa plume, l'ouvrage de Renard est l'expression d'un professeur de droit, sillonniste d'origine et de toujours, devenu dominicain, mais en rien l'expression de l'école théologique du Saulchoir. L'éclectisme de la pensée de Renard qui ne s'est jamais restreinte au thomisme (pour aller puiser chez Maurice Blondel, Max Scheler ou Henri Bergson) ne facilite pas non plus son accueil. Quant à son enseignement au couvent d'études du Saulchoir, il reste cantonné au domaine des doctrines économiques et de la philosophie sociale, c'est-à-dire dans les matières peu nobles de la philosophie considérée comme servante de la théologie. Si les études juridiques ont pu représenter un enjeu pour l'« école du Saulchoir », c'est du strict point de vue de la théologie morale que certains de ses membres s'efforcent de repenser à la lumière des réalités juridiques et sociologiques²⁰. En revanche, le spécialiste du droit et du thomisme qu'est

20. Cette appréciation s'efforce de situer, et non de minorer, l'intérêt bien réel pour les questions juridiques et sociales au Saulchoir : les débats, très présents dans les recensions du *Bulletin thomiste*, sur le droit de la propriété, l'aumône ou la justice sociale l'attestent et mériteraient

Renard aura la joie d'être chaleureusement accueilli, à partir de 1935, par un autre dominicain atypique, Louis-Joseph Lebreton, qui voit dans sa théorie de l'Institution, revêtue pour les besoins de la cause des habits du corporatisme, le chaînon indispensable entre la prise en considération des réalités économiques et sociologiques et les principes du catholicisme social. Que les idées de Georges Renard aient répondu à une attente auprès d'une œuvre fondée en marge de l'Ordre dominicain – l'École sociale maritime de Lebreton – est un indice supplémentaire de leur faible appropriation par les théologiens du Saulchoir (Cavalin, 2016).

Bien positionnée à la fin des années 1920, tant parmi les juristes que chez les penseurs catholiques, la théorie de l'Institution échoue à s'imposer dans la décennie suivante dans ces deux champs intellectuels. Paradoxalement, l'entrée de Renard dans l'Ordre dominicain semble bien avoir accéléré cet échec en le marginalisant face à Gurvitch parmi les penseurs du droit. Cette mise à l'écart affecte moins Delos dont l'influence est d'emblée limitée par son appartenance à l'enseignement supérieur confessionnel : c'est essentiellement par ses multiples interventions auprès du public catholique des Semaines sociales qu'il exercera une forme de magistère (Durand, 2006). Quant aux théologiens du Saulchoir, s'ils accordent à Renard toute leur estime, à commencer par le régent des études Chenu, ils le considèrent comme un théologien amateur et comme un thomiste trop enthousiaste pour être sûr. La répartition même des tâches intellectuelles au sein d'un couvent d'études ne lui permet à aucun moment de faire valoir l'actualité historique de ses conceptions. À sa manière, ce double échec (dans l'Église et dans l'Université) illustre celui d'une certaine sociologie catholique à faire corps autour d'elle, à être durablement partagée et promue par des collectifs susceptibles de lui assurer influence et reconnaissance dans le champ intellectuel. L'implication croissante et dévorante de Renard et Delos dans le renouveau catholique des années 1930 (revues, conférences, Semaines sociales, École sociale maritime) ne doit pas tromper : elle est celle de théoriciens happés par les tâches de publicistes au service d'un mouvement religieux qui les promeut en même temps qu'il les isole du reste de la vie intellectuelle nationale.

Tangi CAVALIN
Institut Marcel Mauss
 tangi.cavalin@gmail.com

d'être étudiés de près. Mentionnons également l'intérêt, au cours des mêmes années, pour les débuts de la Jeunesse ouvrière chrétienne et les recherches d'une théologie du travail chez le père Chenu et certains de ses étudiants (Belouet, 2015).

Bibliographie

- ALONSO Christophe, DURANTHON Arnaud, SCHMITZ Julia (dirs.), 2015, *La pensée du doyen Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?* Presses universitaires d'Aix-Marseille.
- ANTONOV Mikhail, 2016, « La théorie du droit de Gurvitch et ses origines philosophiques russes », *Droit et société*, 94, p. 503-512.
- AUDREN Frédéric, 2008, « La belle époque des juristes catholiques (1880-1914) », *Revue française d'histoire des idées politiques*, 28, p. 233-272.
- AUDREN Frédéric, HALPERIN Jean-Louis, 2013, *La culture juridique française. Entre mythes et réalités. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, CNRS Éditions.
- BARTHÉLÉMY-MADAULE Madeleine, 1973, *Marc Sangnier 1873-1950*, Paris, Le Seuil.
- BELLOY Camille de, 2008, « Ambroise Gardeil : un combat pour l'étude », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, t. 92, 3, p. 423-432.
- BELOUET Éric, « Bouche Albert », *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs* [en ligne], Notices biographiques, mis en ligne le 18 août 2015. URL : <http://dominicains.revues.org/153>.
- BERNAUDEAU, 2011, « La création de la faculté libre de droit d'Angers (1875), symbole de la contre-offensive conservatrice », in Stora-Lamarre Annie, Halperin Jean-Louis, Audren Frédéric (dirs.), *La République et son droit (1870-1930)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, p. 113-131.
- BLANQUER Jean-Michel, MILET Marc, 2015, *L'invention de l'État. Léon Duguit, Maurice Hauriou et la naissance du droit public moderne*, Paris, Odile Jacob.
- BOUGLÉ Célestin, 1935, *Bilan de la sociologie contemporaine*, Paris, Alcan.
- BOUVERESSE Jacques, 2008, « La théorie de l'institution : une justification des corps intermédiaires », in Bras Jean-Philippe (dir.), *L'institution. Passé et devenir d'une catégorie juridique*, Paris, L'Harmattan, p. 77-95.
- BRODERICK Albert, 1970, *The French institutionalists: Maurice Hauriou, Georges Renard, Joseph T. Delos*, Harvard University Press, 1970.
- CAVALIN Tangi, 2016, « Renard Georges », *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs* [en ligne], Notices biographiques, mis en ligne le 23 mars 2016, URL : <http://dominicains.revues.org/1995>.
- CHARLOT Patrick (dir.), 2014, *La Troisième République : ordre politique, ordre moral, ordre social*, Clermont-Ferrand, Institut universitaire Varenne.
- CHENU Marie-Dominique, 1985, *Une école de théologie. Le Saulchoir*, avec les études de Giuseppe Alberigo, Étienne Fouilloux, Jean Ladrière, Jean-Pierre Jossua, Paris, Le Cerf.
- CRAMER Robert, 1986, « Éléments biographiques et bibliographiques pour une étude de l'apport de Georges Gurvitch à la théorie et à la sociologie du droit », *Droit et société*, vol. 4, 1, p. 373-380.
- CUCHET Guillaume, 2012, « La réception des *Formes* parmi les intellectuels catholiques », *Archives des sciences sociales des religions*, 159, p. 29-48.
- DELBREIL Jean-Claude, 1990, *Centrisme et démocratie-chrétienne en France. Le Parti Démocrate Populaire des origines au MRP 1919-1944*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- DESQUEYRAT André, 1934, *L'Institution. Le droit objectif et la technique positive*, préface de Louis Le Fur, Paris, Sirey.

- DE FRANCESCHI Sylvio Hermann, 2016, « La théologie morale catholique et ses critiques dans l'entre-deux-guerres. Situation au temps de la formation du dominicain Jean Tonneau (1903-1991), moraliste du Saulchoir », *Revue d'éthique et de théologie morale*, 290, 2016, p. 113-128.
- DONNEAUD Henry, LAFFAY Augustin, MONTAGNES Bernard, 2015, *La province dominicaine de Toulouse (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Karthala.
- DURAND Jean-Dominique (dir.), 2006, *Les Semaines sociales de France, 1904-2004*, Paris, Éditions Parole et Silence.
- DUVAL André, 1994, « Aux origines de la *Revue des sciences philosophiques et théologiques* », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, 78, 1, p. 31-44.
- FILLON Catherine, 2001, « La *Revue catholique des institutions et du droit*, le combat contre-révolutionnaire d'une société de gens de robe (1873-1906) », in Hervé Leuwers, Jean-Paul Barrière et Bernard Lefebvre (dirs.), *Élites et sociabilité au XIX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS, p. 199-218 [en ligne], URL : <http://hleno.revues.org/286>.
- GARDEIL Ambroise, 1909, *Le Père Schwalm, des frères prêcheurs*, Paris, Lethielleux.
- GÉNY François, SALEILLES Raymond, 2015, *Lettres de François Gény à Raymond Saleilles. Une trajectoire intellectuelle, 1892-1912*, Correspondance établie, présentée et annotée par Christophe Jamin, Frédéric Audren et Sylvain Bloquet, Paris, LGDJ.
- GURVITCH Georges, 1932, *L'idée de droit social*, Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- HAKIM Nader, MELLERAY Fabrice (éds.), 2009, *Le renouveau de la doctrine française. Les grands auteurs de la pensée juridique au tournant du XX^e siècle*, Paris, Dalloz.
- HAURIOU Maurice, 2008, *Écrits sociologiques*, préface de Frédéric Audren et Marc Milet, Paris, Dalloz.
- HEILBRON Johan, 1985, « Les métamorphoses du durkheimisme », *Revue française de sociologie*, 26, 2, p. 203-237.
- JAMIN Christophe, 2003, « Dix-neuf cent : crise et renouveau dans la culture juridique », in Denis Alland et Stéphane Rials (dirs.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, Presses universitaires de France, p. 380-384.
- JOUANJAN Olivier, ZOLLER Élisabeth (dirs.), 2015, *Le « moment 1900 ». Critique sociale et critique sociologique du droit en Europe et aux États-Unis*, Paris, Éditions Panthéon-Assas.
- KARSENTI Bruno, 2006, *La société en personnes. Études durkheimiennes*, Paris, Economica.
- , 2015, « La naissance de la sociologie et ses effets dans la pensée du droit », in Jouanjan Olivier, Zoller Élisabeth (dirs.), *Le « moment 1900 ». Critique sociale et critique sociologique du droit en Europe et aux États-Unis*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, p. 23-33.
- LE FUR Louis, 1934, « Discours de M. Le Fur », in *Annuaire de l'Institut international de philosophie du droit et de sociologie historique*, Paris, Librairie du Recueil Sirey.
- MONNET Marie, « Delos Joseph-Thomas », *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs* [en ligne], Notices biographiques, mis en ligne le 21 mars 2016, URL : <http://dominicains.revues.org/1996>.
- MILET Marc, 1996, *La Faculté de droit de Paris face à la vie politique. De l'affaire Scelle à l'affaire Jèze, 1925-1936*, Paris, LGDJ.
- , 2007, « Louis Le Fur » in Arabeyre Patrick, Halpérin Jean-Louis, Krynen Jacques (dirs.), *Dictionnaire historique des juristes français, XII^e-XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, p. 485-486.

- MUCCHIELLI Laurent, 1998, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris, La Découverte.
- PRÉVOTAT Jacques, 2001, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard.
- RÉMOND René, RENAUD Bénédicte, FOURCADE Michel, DUCERF Laurent, 2002, *Le P. Thomas Delos, op (1891-1974). Droit, Église et société*, Paris, Le Centre d'Études du Saulchoir, 10.
- RENARD Georges, 1929, « Vers la théorie de l'Institution », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, 1929, p. 601-617.
- , 1933, *L'Institution, fondement d'une rénovation de l'ordre social*, Paris, Flammarion.
- , 1934, « Thomisme et droit social. À propos de *L'idée de droit social* de Maurice Gurvitch », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, xxiii, 1934, p. 40-81.
- , 1935, « De l'Institution à la conception analogique du droit », *Archives de philosophie du droit et de sociologie historique*, 1, 2, p. 81-145.
- , 1939, *La philosophie de l'Institution*, Paris, Sirey.
- ROLLAND Patrice, 2013, « De quelle façon Saleilles est-il républicain ? », in Audren Frédéric, Chêne Christian, Mathey Nicolas, Vergne Arnaud (dirs.), *Raymond Saleilles et au-delà*, Paris, Dalloz, p. 11-24.
- SERRY Hervé, 2004, « Saint Thomas sociologue ? Les enjeux cléricaux d'une sociologie catholique dans les années 1880-1920 » dans Johan Heilbron, Rémi Lenoir, Gisèle Sapiro (dirs.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, p. 29-81.
- SOUBIRAN-PAILLET Francine, 1997, « Histoire du droit et sociologie : interrogations sur un vide disciplinaire », *Genèses*, 29, 1, p. 141-163.
- STORA-LAMARRE Annie, 2005, *La République des faibles. Les origines intellectuelles du droit républicain, 1870-1914*, Paris, Éditions Armand Colin.
- THÉRY René, JOSIEN Marie-Louise, DUVAL André, 1983, « Une intégrale des publications du père Joseph-Thomas Delos († 1974). Présentation et répertoire complet », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, 67, p. 434-442.
- TREVES Renato, 1968, « La sociologie du droit de Georges Gurvitch », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 45, p. 51-66.

Sociologie, droit, théologie dans l'entre-deux-guerres : Georges Renard et Thomas Delos, disciples de Maurice Hauriou

La sociologie de Durkheim et la pensée catholique romaine s'opposent de multiples façons. La prétention qu'à chacun de ces systèmes de définir la manière dont structures morales et relations sociales doivent s'articuler à l'époque contemporaine fait de la morale et du droit des terrains de controverse privilégiés. Joseph Delos et Georges Renard, juristes et dominicains au couvent d'études du Saulchoir durant l'entre-deux-guerres, ont tenté de reformuler les termes du débat à travers la promotion de la théorie de l'Institution de Maurice Hauriou et, à travers elle, de la philosophie de saint Thomas d'Aquin. S'ils n'ont pu imposer leurs vues dans les milieux des juristes et des sociologues,

et ont également échoué dans leurs efforts pour constituer une nouvelle école juridique dominicaine, ils ont contribué de manière significative au renouveau de la théologie morale en l'ouvrant aux questionnements de la sociologie et du droit.

Mots-clés : sociologie, droit, théologie, dominicains, théorie de l'Institution de Maurice Hauriou.

Sociology, law and theology during inter-war years : Georges Renard and Thomas Delos, disciples of the legal theorist Maurice Hauriou

Durkheim's sociology and Roman Catholic thought are opposed in many aspects. Morality and law are very controversial issues among these systems as they both seek to define the links between moral frameworks and social relations. Joseph Delos and Georges Renard, lawyers and Dominicans of the Saulchoir studium in Paris during the inter-war period, attempted to resituate the conflict through the promotion of Maurice Hauriou's theory of the institution and, beyond that, of the philosophy of Saint Thomas Aquinas. Although they were unable to convince lawyers and sociologists, and even failed to create a school of thought inside their religious order, they nevertheless made an important contribution to the renewal of moral theology by opening it to sociological and legal approaches.

Keywords: sociology, law, theology, Dominicans, Maurice Hauriou's theory of the institution.

Sociología, derecho, teología en el entreguerras: Georges Renard y Thomas Delos, discípulos de Maurice Hauriou

La sociología de Durkheim y el pensamiento católico romano se oponen de muchas formas. La pretensión de ambos sistemas a definir el modo en que las estructuras morales y las relaciones sociales tienen que articularse en la época contemporánea hace de la moral y el derecho terrenos de controversia privilegiados. Joseph Delos y Georges Renard, juristas y dominicanos en el convento de estudios del Saulchoir durante el entre guerras, trataron de reformular los términos del debate a través de la promoción de la teoría de la institución de Maurice Hauriou y, a través de ella, de la filosofía de santo Tomás de Aquino. Y si bien no pudieron imponer sus perspectivas en el medio de los juristas y los sociólogos, y fracasaron igualmente en sus esfuerzos por constituir una nueva escuela jurídica dominicana, contribuyeron de manera significativa a la renovación de la teología moral abriéndola a los cuestionamientos de la sociología del derecho.

Palabras clave: sociología, derecho, teología, dominicanos, teoría de la Institución de Maurice Hauriou.